

**REVUE INTERNATIONALE
DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT**

APPEL À CONTRIBUTIONS
« Dépossessions foncières et stratégies d'acteurs en milieu rural »

Revue internationale des études du développement n°238 (2019-2)

Coordination du numéro

- **Laurence Roudart**, professeur de Développement agricole, Université libre de Bruxelles
- **Charlotte Guénard**, maître de conférences en Économie, IEDES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- **Moustapha Diop**, professeur d'Anthropologie, Université de Sonfonia, Guinée-Conakry

Actualité et débats

Depuis les années 1980, dans un contexte mondial de libéralisation des mouvements internationaux de capitaux et de marchandises, la crise économique, sociale et environnementale qui sévit dans de nombreuses régions rurales du monde s'est approfondie (Roudart et Mazoyer, 2012; Akram-Lodhi et Kay, 2009). La pauvreté et la sous-alimentation, particulièrement répandues chez les agriculteurs, contribuent fortement à entretenir un exode rural massif vers les villes lesquelles, souvent, ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour accueillir correctement toutes ces personnes. Des dégradations environnementales aggravent la pauvreté qui, dans certains cas, conduit en retour à des atteintes à l'environnement (Martinez-Alier, 2003).

Multiplication, intensification et diversification des conflits fonciers

Du fait de la croissance de la population humaine et de ses besoins en espace et en produits issus de la terre, du fait aussi de la libéralisation de l'accès aux ressources, la concurrence pour l'accès à la terre est devenue très aiguë en bien des lieux, les conflits fonciers se sont multipliés et intensifiés, au point de contribuer, parfois, à de violents affrontements civils (Hall, 2013).

Ces conflits fonciers ont lieu en milieu rural et en milieu urbain, au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest. Les terres convoitées ont déjà des usages, agricoles ou non. Et elles sont recherchées pour divers usages, agricoles ou non : production d'aliments, d'agrocarburants, ou d'autres matières premières, conservation de la biodiversité ou de la vie sauvage, séquestration de carbone ou limitation de ses émissions pour atténuer le changement climatique, production d'énergie renouvelable (éolienne, hydraulique, solaire), extraction de minerais, construction de complexes résidentiels, touristiques ou industriels, installation de zones économiques spéciales (Borras Jr, 2016).

Diversité des acquisitions foncières

La vague d'acquisitions foncières à grande échelle qui a suivi la flambée des prix des matières premières agricoles sur les marchés internationaux et la crise financière de 2007/2008, a fortement remis en lumière ces questions, en particulier les conséquences de ces acquisitions sur les usagers

préalables, qui sont partiellement ou entièrement dépossédés de leurs droits fonciers (Roudart et Mazoyer, 2015; White et al., 2012).

Néanmoins, les acquisitions foncières à grande échelle s'inscrivent dans un contexte plus large de recompositions du contrôle du foncier : selon Peluso et Lund (2011), la forte concurrence pour l'accès à la terre conduit à l'institution de nouvelles formes d'enclosures et de possession de la terre, avec le concours de moyens violents, légaux ou non, qui conduisent à déposséder les ayants-droit préalables d'une partie - au moins - de ces droits. Levien (2013) invite à analyser les « régimes de dépossession », ainsi que les structures économiques, sociales et idéologiques qui les sous-tendent. Dans de nombreux cas, les États, et aussi certaines instances territoriales, jouent un rôle très important dans les dépossession, dans la définition des critères de choix des nouveaux ayants-droit, et donc dans l'exclusion des autres (Leclerc Olive, 2017).

Dans chaque contexte écologique et social, la terre est l'objet d'un faisceau de droits multiples, qui peuvent être détenus par des ayants-droit variés, individuels ou collectifs, et qui renvoient à différentes autorités (Colin, Le Meur et Léonard, 2010). Par « dépossession », nous entendons des situations où des usagers d'une terre perdent, contre leur gré ou sans en avoir été informés au préalable, tout ou partie de leurs droits sur cette terre. Dépossession pour l'un ou les uns signifie appropriation par un autre ou d'autres, sans pour autant nécessairement aboutir à l'exercice d'un droit de propriété impliquant l'exclusivité et l'aliénabilité. Les dépossession peuvent résulter d'acquisitions foncières à grande échelle, par des firmes multinationales ou par des fonds souverains étrangers par exemple. Elles peuvent aussi découler d'acquisitions à petite échelle, par des entreprises locales ou des hommes/femmes d'affaires ou des hommes/femmes politiques ou des fonctionnaires du pays même où les appropriations ont lieu. L'échelle des transactions influence bien-sûr l'échelle et la nature de leurs conséquences. Mais, pour ceux qui sont dépossédés, les conséquences peuvent être très similaires. Ces appropriations sont légales ou illégales. Elles sont facilitées dans les régions où les populations locales possèdent, *de facto* mais non *de jure*, des droits sur la terre, celle-ci étant considérée comme relevant du domaine public. Ainsi, la non reconnaissance juridique des droits fonciers coutumiers est une situation très répandue, notamment en Afrique. De plus, depuis les années 1990, les acquisitions foncières sont facilitées dans les nombreux pays qui ont élaboré de nouvelles lois, foncières et autres, en vue d'attirer des investisseurs, étrangers et nationaux.

Le leitmotiv de la sécurisation des droits

Pourtant, l'importance de l'accès au foncier, et particulièrement de la sécurisation des droits fonciers des pauvres, semble faire l'objet d'un consensus politique à l'échelle internationale. Ainsi, les Objectifs du développement durable mentionnent à trois reprises l'accès à la terre comme une nécessité. Plus de 120 pays ont adopté les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers*. Du reste, depuis les années 1990, de nombreux pays ont été confrontés à l'inefficacité des législations foncières postcoloniales pour gérer les conflits issus de la concurrence grandissante pour l'accès à la terre et aux ressources qu'elle porte, ainsi que pour allouer la terre de manière à favoriser la croissance de la production, agricole notamment (Diop, 2016). Dès lors, beaucoup de gouvernements ont entrepris des programmes de formalisation des droits fonciers, en vue de les sécuriser, avec l'appui de la Banque mondiale et d'autres organisations de développement (Diop, 2007). En effet, selon la Banque mondiale, la reconnaissance juridique des droits fonciers favorise l'accès au crédit et donc les investissements et les gains de productivité. De plus, l'existence de marchés fonciers permet d'allouer la terre aux agents les plus productifs. Mais, de tels marchés supposent que la terre est un bien marchand aliénable. Ainsi, une bonne partie des programmes de formalisation des droits fonciers promeuvent la propriété privée, exclusive, de la terre. D'autres, en revanche, ambitionnent d'identifier les différents droits sur la terre ainsi que leurs divers ayants-droit,

de les cartographier et de leur donner une existence juridique en délivrant des certificats fonciers (Colin, Le Meur, et Léonard, 2010). Mais, après une trentaine d'années de mise en œuvre de tels programmes, il s'avère, paradoxalement, qu'ils sont souvent sources de dépossession, d'exclusion et d'exacerbation des conflits, cela étant vrai surtout pour les programmes qui promeuvent la propriété privée (Comité technique « Foncier & développement », 2015). La Banque mondiale prépare actuellement un partenariat mondial sur le foncier, afin d' « atteindre des objectifs ambitieux en matière de droits fonciers et de propriété d'ici à 2030 » (Banque mondiale, 2017).

Problématique

Ce numéro spécial de la *Revue internationale des études du développement* propose d'analyser des cas de dépossession foncières. Ces cas pourront être situés dans toute région rurale du monde, et correspondre à tout type d'usage du sol, agricole ou non, avant et après la dépossession. Ils pourront concerner des dépossession à grande ou à petite échelle.

Nous employons le terme de « foncier » pour signifier que nous considérons la terre tout à la fois comme un objet matériel - enchâssé dans le substratum biophysique de la planète (Georgescu-Roegen, 2006)-, et comme un objet juridico-politique - enchâssé dans des rapports sociaux (Polanyi, 1983). Nous convenons qu'il n'y a pas de distinction claire ou universelle entre « milieu rural » et « milieu urbain ». Nous appelons cependant à des analyses portant sur des cas considérés comme relevant du milieu rural dans les pays où ils se situent.

Nous invitons à des contributions qui reposent tout à la fois sur une collecte raisonnée de données originales et sur leur interprétation à partir de perspectives théoriques explicites. Les questions foncières étant de nature complexe, les contributions inter- ou pluridisciplinaires seront particulièrement bienvenues. Elles pourront combiner des disciplines variées telles que l'écologie politique, l'écologie, l'économie écologique, l'économie institutionnelle, l'économie politique agraire, la socio-anthropologie, la science politique, la géographie, le droit, ou s'inscrire dans des champs pluridisciplinaires tels que les études du développement, les études agraires et rurales, les sciences des systèmes socio-écologiques, les sciences de l'usage des terres. Du fait de cette diversité disciplinaire, le présent Appel à contributions propose un cadrage thématique - et non conceptuel ou méthodologique-, pour ce numéro spécial. Cependant, nous demandons que chaque proposition de contribution précise clairement ses assises conceptuelles et méthodologiques.

Quel que soit leur contexte écologique et social, les dépossession foncières impliquent des groupes d'acteurs aux stratégies variées, ont des conséquences socio-économiques et écologiques, et suscitent des réactions politiques.

Les contributions à ce numéro spécial traiteront d'études de cas de dépossession foncières ; elles caractériseront la nature et l'étendue de ces dépossession, selon des distinctions pertinentes pour la société étudiée : classe économique, genre, génération, ethnie, nationalité, religion, caste, ou autre ; elles analyseront les changements *effectifs* d'usage des sols faisant suite aux dépossession (changements effectifs qui peuvent être différents de ceux annoncés par les acquéreurs) ; elles examineront les divers effets des dépossession en privilégiant l'analyse des pratiques et des discours des différents acteurs ; elles étudieront en particulier les rôles joués par l'État et par les instances territoriales, qui peuvent s'inscrire dans une volonté de réguler et d'apaiser des conflits, ou au contraire les déclencher ou les exacerber.

Nous appelons donc à des études de cas comportant des analyses écologiques, économiques, sociales et politiques des conséquences des dépossession foncières, depuis le point de vue général des stratégies des acteurs. Les contributions qui combineront deux au moins de ces types d'analyses seront particulièrement bienvenues.

Axes thématiques

Effets socio-économiques différenciés des déposessions foncières

Il s'agit ici de poursuivre une voie de recherche qui s'est étoffée au cours des années récentes et qui consiste à produire des analyses contextualisées, historiquement et géographiquement situées, des effets socio-économiques des déposessions foncières, en mettant ces effets en perspective par rapport aux dynamiques à plus long terme de changement social dans la région considérée (Gironde et al., 2015).

Dans cette perspective, les contributions analyseront les effets des déposessions sur les moyens d'existence de manière différenciée selon les catégories sociales concernées. Elles étudieront les conséquences de ces transformations sur l'économie locale – notamment en matière d'emplois (nature et volume) et de revenus –, la manière dont les différentes catégories sociales s'adaptent au nouvel environnement économique et les recompositions qui en résultent. Elles interpréteront ces transformations par rapport au contexte plus large des changements agraires et ruraux dans la région.

Effets écologiques des déposessions foncières

De nombreuses déposessions foncières ont lieu au nom de l'environnement (Fairhead, Leach, et Scoones, 2012), notamment pour conduire des projets d'atténuation du changement climatique tels que la production d'agrocarburants ou des programmes relevant de l'initiative transnationale REDD+ (*Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation*).

En dépit de cet intérêt largement proclamé pour les questions environnementales, l'analyse des effets biophysiques des déposessions foncières a fait l'objet de fort peu de recherches jusqu'à présent (Davis et al., 2015). Pourtant, selon Lazarus (2014), la vague contemporaine d'acquisitions foncières à grande échelle pourrait provoquer des déplacements de sédiments massifs au regard de la planète et de l'histoire humaine.

Les contributions analyseront les effets biophysiques découlant des déposessions : émission ou séquestration de carbone, accroissement ou réduction de la biodiversité, érosion du sol ou accumulation de sédiments dans certaines zones, pertes de matières organiques ou minérales des sols ou accumulation en certains lieux au point d'y polluer les sols et les eaux. De tels effets peuvent se produire dans les régions mêmes où les déposessions foncières ont lieu. Ils peuvent aussi survenir dans des régions voisines ou lointaines : l'emprise spatiale des effets biophysiques est en général différente de celle des effets socio-économiques. Leurs dynamiques temporelles ne sont pas les mêmes non plus : certains effets biophysiques sont très rapides (érosion suite à une déforestation en zone pentue et très pluvieuse par exemple), quand d'autres peuvent faire l'objet de prévisions seulement, car il leur faudra des décennies voire des siècles pour se manifester.

Réactions politiques aux déposessions foncières

Les réactions politiques aux déposessions foncières sont très variées selon les cas et selon les catégories sociales ; elles prennent la forme de résistance collective organisée, ouverte voire conflictuelle, ou bien de résistance individuelle, cachée, au quotidien, ou encore de négociations portant sur les déposessions elles-mêmes ou sur les nouvelles conditions d'existence qui en résultent, ou, enfin, d'acceptation de ces nouvelles conditions (Hall et al., 2015).

Dans les cas d'actions collectives contre les déposessions, les contributions analyseront les éléments déclencheurs, les différents groupes en présence, leurs motivations et leurs buts, leurs méthodes d'action - légales ou illégales -, les alliances entre groupes différemment touchés par les déposessions ou avec des groupes extérieurs comme des médias ou des organisations non gouvernementales, le déroulement des opérations, le contenu des négociations et les résultats

obtenus : empêchement des dépossession, ou modifications des formes de dépossession initialement envisagées par les acquéreurs, ou compensations monétaires ou autres (construction d'infrastructures, création d'emplois par exemple), ou repossessions.

Jalons bibliographiques

- Akram-Lodhi A. H., Kay C. (dir.), 2009, *Peasants and Globalization. Political economy, rural transformation and the agrarian question*, London, New York, Routledge.
- Banque mondiale, 2017, « Land », Understanding Poverty Sustainable Development Brief, <http://www.worldbank.org/en/topic/sustainabledevelopment/brief/land> (consulté en 08/2017).
- Borras Jr S. M., 2016, « Land Politics, Agrarian Movements and Scholar-Activism », Inaugural Lecture, The Hague, Institute of Social Studies.
- Colin J.-P., Le Meur P.-Y., Léonard E., 2010, *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers: du cadre légal aux pratiques locales*, Karthala Editions.
- Comité technique « Foncier & développement », 2015, « La formalisation des droits sur la terre dans les pays du Sud. Dépassez les controverses et alimenter les stratégies », Paris, Ministère des affaires étrangères et du développement international / Agence française de développement.
- Davis K. F., Yu K., Rulli M. C., Pichdara L., D'odorico P., 2015, « Accelerated deforestation driven by large-scale land acquisitions in Cambodia », *Nature Geoscience*, vol. 8, Issue 10, p. 772-775.
- Diop M., 2007, *Réformes foncières et gestion des ressources naturelles en Guinée: enjeux de patrimonialité et de propriété dans le Timbi au Fouta Djallon*, Karthala Editions.
- Diop M., 2016, « Cinquante ans de réformes foncières en Afrique : échecs et défis », in Lafay M., Le Guennec-Copens F., Coulibaly E. (ed), 2016, *Regards scientifiques sur l'Afrique depuis les Indépendances*, Karthala Editions.
- Fairhead J., Leach M., Scoones I., 2012, « Green Grabbing: a new appropriation of nature? », *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, Issue 2, p.237–261.
- Georgescu-Roegen N., 2006, *La décroissance. Entropie—Écologie—Économie*, Sang de la Terre.
- Gironde C., Golay C., Messerli P., 2016, *Large-Scale Land Acquisitions*, Brill.
- Hall D., 2013, *Land*, Polity Press.
- Hall R., Edelman M., Borras Jr S. M., Scoones I., White B., Wolford W., 2015, « Resistance, acquiescence or incorporation? An introduction to land grabbing and political reactions 'from below' », *Journal of Peasant Studies*, vol. 42, Issues 3-4, p.467–488.
- Lazarus E. D., 2014, « Land grabbing as a driver of environmental change », *Area*, vol. 46, Issue 1, p. 74–82.
- Leclerc Olive M., 2017, *Anthropologie des prédatons minières et foncières. Pour une critique des épistémologies néolibérales du développement*, Editions des Archives Contemporaines.
- Levien M., 2013, « Regimes of dispossession: From steel towns to special economic zones », *Development and change*, vol. 44, Issue 2, p.381–407.
- Martinez-Alier J., 2003, *The Environmentalism of the poor: A study of ecological conflicts and valuation*, Edward Elgar Publishing.
- Peluso N. L., Lund C., 2011, « New frontiers of land control: Introduction », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, Issue 4, p.667–681.
- Polanyi K., 1983, « La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, 1944 », Paris, Gallimard.
- Roudart L., Mazoyer M., 2015, « Large-Scale Land Acquisitions: A Historical Perspective », *International Development Policy*, n° 6, p.3-29.

Roudart L., Mazoyer M., 2012, « Origins, Development and Differentiation of world agricultures », in Agnoletti M., Johann E., Semeri S. N. (ed.), *Encyclopaedia of Life Support Systems - World Environmental History*, Oxford, UNESCO - EOLSS Publishers.

White B., Borrás Jr S. M., Hall R., Scoones I., Wolford W., 2012, « The new enclosures: critical perspectives on corporate land deals », *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, Issues 3-4, p. 619–647.

Cadragage / Participation au Dossier du n°238 (2019-2) de la revue

Ce Dossier souhaite privilégier une approche interdisciplinaire, selon divers angles. Les auteur.e.s de toutes les sciences sociales et humaines sont appelé.e.s à participer, y compris et sans pour autant s'y limiter : la sociologie, la démographie, l'histoire, la géographie, la science politique, l'économie, l'anthropologie, ...

Les auteur.e.s sont invité.e.s à explorer la notion à partir d'une lecture des trajectoires internationales, nationales et locales. La mise en contexte d'études empiriques, de corpus originaux, la rencontre entre une approche théorique solide et un terrain, sont attendues.

Les articles (de 40.000 signes excluant le résumé et la bibliographie), en français, anglais ou espagnol, pourront aborder directement certaines des questions ou des axes mentionnés, ou bien les aborder à travers des études de cas spécifiques. Les articles proposés devront être des documents originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement* (voir les consignes aux auteurs sur [le carnet de recherches des publications de l'IEDES](#)).

Les propositions d'articles, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4.000 signes, espaces compris, soit environ 500 mots ou une page.

La proposition comprend :

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)

Chaque proposition doit également inclure les noms et prénoms des auteur.e.s, leur statut et leur rattachement institutionnel, ainsi que l'adresse courriel de l'auteur.e correspondant.e.

Calendrier de production

Les propositions d'articles sont à soumettre **avant le lundi 16 avril 2018** à l'adresse courriel :

- de la rédaction : revdev@univ-paris1.fr
- ainsi que celle des trois co-porteurs de ce numéro spécial : depossessionsfoncieries@gmail.com

- **Les auteur.e.s présélectionné.e.s** par les coordinateurs et le comité de rédaction seront prévenu.e.s par l'équipe de la revue la **semaine du 30 avril**

- **Les premières versions des articles**, conformes aux consignes aux auteurs de la revue, seront envoyées par les auteurs aux trois courriels précités avant le **11 juin 2018**

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois - chaque article - anonyme - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité : le **sommaire définitif** de ce numéro thématique sera rendu **début décembre 2018**

- **Parution** : la sortie en librairie de ce n°238 2019-2 est prévue pour le **30 avril 2019**.

**REVUE INTERNATIONALE
DES ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT**

**CALL FOR PAPERS
“Land Dispossession and the Strategies of Actors in Rural Areas”**

Revue internationale des études du développement no. 238 (2019-2)

Editors

- **Laurence Roudart**, Professor in Agricultural Development, Université libre de Bruxelles
- **Charlotte Guénard**, Assistant Professor in Economics, Université Paris 1- IEDES
- **Moustapha Diop**, Professor in Anthropology, Université de Sonfonia, Guinea

Current Situation and Debates

Since the 1980s, in a global context of liberalization of global movements of capital and goods, the economic, social, and environmental crisis in many rural regions across the world has deepened (Roudart and Mazoyer, 2012; Akram-Lodhi and Kay, 2009). Poverty and undernourishment, which are particularly widespread among farmers, have significantly contributed to fueling a massive rural exodus towards cities which often lack the necessary infrastructures to accommodate all these people. Environmental degradations have made poverty worse, a poverty which in turn leads in some cases to environmental damage (Martinez-Alier, 2003).

The Increase, Intensification, and Diversification of Land Conflicts

Due to the growth of the human population and to its needs in terms of space and produce, due also to the liberalization of the access to resources, the competition for land access has become acute in many places, and land conflicts have been on the increase, becoming so intense at times that they have contributed to violent civil confrontation (Hall, 2013).

These land conflicts take place both in rural and urban areas, in the North, the South, the East, and the West. The coveted land is already being used, whether or not for farming. It is sought out for various uses, whether or not agricultural: the production of food, biofuel, or other raw materials, the conservation of biodiversity or wildlife, carbon sequestration or the limitation of emissions to offset climate change, the production of renewable energy (wind, hydraulic, or sun energy), mining, the construction of residential, tourist, or industrial facilities, or the creation of special economic zones (Borras Jr, 2016)

A Variety of Land Acquisitions

The wave of large-scale land acquisitions which followed the booming prices of agricultural commodities on international markets and the 2007/2008 financial crisis has cast a spotlight on these issues, in particular the consequences of these acquisitions on the previous users, who have partially or entirely been dispossessed of their land rights (Roudart and Mazoyer, 2015; White et al., 2012).

Nonetheless, large-scale land acquisitions take place within a broader context of reshuffled land control: according to Peluso and Lund (2011), the acute competition for land access has brought about the creation of new forms of enclosures and land possession, through violent means, whether legal or not, thus leading to at least partial dispossession of the previous land right holders. Levien (2013) calls for analyzing these “regimes of dispossession,” as well as the underlying economic, social, and ideological structures. In many cases, states, as well as some territorial authorities, play an essential part in dispossession, in defining the criteria to select right holders, and thus in excluding others (Leclerc Olive, 2017).

In every environmental and social context, land is the object of a bundle of rights, in many cases with multiple holders, whether individual or collective, and corresponding to various authorities (Colin, Le Meur, and Léonard, 2010). When using the word “dispossession,” we are referring to situations in which the users of a piece of land lose all or part of their rights against their will, or without having been duly informed. The dispossession of some implies appropriation by others, without necessarily leading to exclusive, alienable property rights. Dispossession may result from large-scale land acquisitions by multinational firms or by foreign sovereign funds for instance. It may also result from small-scale acquisitions by local companies, business people, politicians, or civil servants from the country where the appropriation took place. Of course, the scale of the transactions influences the scale and nature of their consequences. However, for the dispossessed, the consequences may be very similar. This appropriation may be legal or not. It is easier in regions where the land rights of the local population are *de facto* but not *de jure* since the land is part of the public domain. Thus, the absence of legal recognition for customary land rights is very widespread, especially in Africa. Moreover, since the 1990s, land acquisitions have become easier in many countries which have voted new laws, concerning land rights among other issues, in order to attract foreign and national investors.

Securing Land Rights as a Leitmotif

Yet, there seems to be an international political consensus on the importance of land access and particularly of securing land rights for the poor. Thus, the Sustainable Development Goals mention the need for access to land three times. Over 120 countries have adopted the *Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land*. What is more, since the 1990s, many countries have been confronted to the inefficiency of postcolonial land legislation to deal with conflicts stemming from the growing competition for access to land and its resources, and from the allocation of land to promote production growth, in particular in farming (Diop, 2016). Consequently, many governments have undertaken to formalize land rights, in order to secure them, with the support of the World Bank and other development organizations (Diop, 2007). Indeed, according to the World Bank, the legal recognition of land rights helps with credit access and thus with investments and productivity gains. Moreover, the existence of land markets allows allocating land to the most productive agents. Yet, such markets imply that land is an alienable commodity. Thus, a large share of the programs to formalize land rights has promoted the private, exclusive ownership of land. Others, however, have strived to identify the different rights over land and their various right holders, to map them, and to give them a legal existence by delivering land certificates (Colin, Le Meur, and Léonard, 2010). Yet, after thirty years of such programs, it paradoxically turns out that they are a cause of dispossession, exclusion, and conflict exacerbation, especially those promoting private ownership (“Land and Development” Technical Committee, 2015). The World Bank is currently preparing a world partnership on land in order to “achieve ambitious targets of securing land and property rights by 2030” (World Bank, 2017).

Main Issue

This special issue of the *Revue internationale des études du développement* aims at analyzing cases of land dispossession. These cases may have arisen in any rural area across the world and feature any type of land use, whether agricultural or not, before or after dispossession. They may concern large- or small-scale dispossession.

We consider the land both as a material object – embedded in the planet's biophysical substratum (Georgescu-Roegen, 2006) – and as a political and legal object – embedded in social relationships (Polanyi, 1983). We acknowledge that there is no clear or universal distinction between “rural areas” and “urban areas.” Yet, we call for analyses bearing on cases considered as belonging to rural areas in the countries where they have arisen.

We call for contributions relying both on the well thought-out collection of original data and on their interpretation based on explicit theoretical perspectives. Since land issues are complex by nature, interdisciplinary or multidisciplinary contributions are particularly welcome. They may combine varied disciplines such as political ecology, ecology, ecological economics, institutional economics, agrarian political economy, sociology, anthropology, political science, geography, and law, or they may lie within the scope of multidisciplinary fields such as development studies, agrarian or rural studies, socio-ecological systems studies, or land use sciences. Given this disciplinary diversity, this Call for Papers proposes a thematic – rather than conceptual or methodological – framework for this special issue. However, we ask that each proposal states clearly what its conceptual and methodological underpinnings are.

Whatever the environmental and social context, land dispossession involves groups of actors with varied strategies; it has socio-economic and environmental consequences, and gives rise to political reactions.

The contributions to this special issue will deal with case studies of land dispossession; they will characterize the nature and scope of this dispossession, based on relevant categories for the society under study: social class, gender, generation, ethnicity, nationality, religion, and cast, among others; they will analyze the *actual* changes in land use following the dispossession (actual changes which may be different from those forecast by the acquirer); they will examine the various effects of dispossession, focusing on the analysis of the practices and discourses of the different actors; they will in particular study the part played by the state and by territorial authorities, which may be in accordance with a will to regulate and pacify conflicts, or on the contrary to trigger and exacerbate them.

We thus call for case studies including environmental, economic, social, and political analyses of the consequences of land dispossession from the general point of view of actors' strategies. Contributions combining at least two of these types of analyses will be particularly welcome.

Main Themes

The Differentiated Socio-Economic Effects of Land Dispossession

The aim here is to explore a research avenue which has been garnering more attention these past few years: producing historically and geographically contextualized analyses of the socio-economic effects of land dispossession, by putting these effects into perspective with regard to longer-run dynamics of social change in the region under study (Gironde et al., 2015).

With this view, the contributions will analyze the differentiated effects of dispossession on the population's livelihood, according to the social categories concerned. They will study the consequences of these transformations on the local economy – in particular in terms of employment (nature and volume) and income –, the way in which different social categories adapt to this new economic

environment, and the resulting reshuffling. They will interpret these transformations with respect to the broader context of agrarian and rural changes in the region.

The Environmental Effects of Land Dispossession

Land dispossession is often justified by environmental concerns (Fairhead, Leach, and Scoones, 2012), in particular to implement projects to offset climate change, such as the production of biofuels or programs linked to the REDD+ (Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation) transnational initiative.

In spite of this declared interest for environmental issues, to this day there have been few analyses of the biophysical effects of land dispossession (Davis et al., 2015). Yet, according to Lazarus (2014), the current wave of large-scale land acquisitions could lead to massive sediment movement with regard to the planet and human history.

The contributions will analyze the biophysical effects stemming from dispossession: carbon emissions or sequestration, increased or decreased biodiversity, land erosion or sediment accumulation in some areas, and loss of organic or mineral matter in soils or accumulation in certain places, to the point of polluting land and water. Such effects may occur in the areas where land dispossession took place, but they may also occur in neighboring or even distant regions: the spatial scope of the biophysical effects is usually different from that of the socio-economic effects. Their time dynamics are not the same either: some biophysical effects are very rapid (erosion after deforestation on slopes with heavy rainfall), while others can only be predicted, since it will take decades or even centuries for them to become manifest.

Political Reactions to Land Dispossession

The political reactions to land dispossession vary greatly depending on the cases and the social categories; they may be in the form of organized, overt, even possibly conflictual collective resistance, or individual, hidden, everyday resistance, or even negotiations bearing on the dispossession itself or on the resulting new life conditions, or finally the acceptance of these new conditions (Hall et al., 2015).

In the case of collective action against dispossession, the contributions will analyze what sparked this action, the different groups involved, their motivations and goals, their methods of action – whether legal or not –, the alliances between groups which are impacted differently by dispossession or with outside groups such as the media or non-governmental organizations, the operational process, the content of the negotiations, and the results achieved: halted dispossession, modified forms of dispossession compared to the acquirers' original plans, monetary or other compensation (infrastructure construction or job creation for instance), or repossession.

Bibliographic Milestones

Akram-Lodhi A. H., Kay C. (dir.), 2009, *Peasants and Globalization. Political economy, rural transformation and the agrarian question*, London, New York, Routledge.

Banque mondiale, 2017, « Land », Understanding Poverty Sustainable Development Brief, <http://www.worldbank.org/en/topic/sustainabledevelopment/brief/land> (consulté en 08/2017).

Borras Jr S. M., 2016, « Land Politics, Agrarian Movements and Scholar-Activism », Inaugural Lecture, The Hague, Institute of Social Studies.

Colin J-P., Le Meur P-Y., Léonard E., 2010, *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers: du cadre légal aux pratiques locales*, Karthala Editions.

- Comité technique « Foncier & développement », 2015, « La formalisation des droits sur la terre dans les pays du Sud. Dépasser les controverses et alimenter les stratégies », Paris, Ministère des affaires étrangères et du développement international / Agence française de développement.
- Davis K. F., Yu K., Rulli M. C., Pichdara L., D'odorico P., 2015, « Accelerated deforestation driven by large-scale land acquisitions in Cambodia », *Nature Geoscience*, vol. 8, Issue 10, p. 772-775.
- Diop M., 2007, *Réformes foncières et gestion des ressources naturelles en Guinée: enjeux de patrimonialité et de propriété dans le Timbi au Fouta Djallon*, Karthala Editions.
- Diop M., 2016, « Cinquante ans de réformes foncières en Afrique : échecs et défis », in Lafay M., Le Guennec-Copens F., Coulibaly E. (ed), 2016, *Regards scientifiques sur l'Afrique depuis les Indépendances*, Karthala Editions.
- Fairhead J., Leach M., Scoones I., 2012, « Green Grabbing: a new appropriation of nature? », *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, Issue 2, p.237–261.
- Georgescu-Roegen N., 2006, *La décroissance. Entropie—Écologie—Économie*, Sang de la Terre.
- Gironde C., Golay C., Messerli P., 2016, *Large-Scale Land Acquisitions*, Brill.
- Hall D., 2013, *Land*, Polity Press.
- Hall R., Edelman M., Borrás Jr S. M., Scoones I., White B., Wolford W., 2015, « Resistance, acquiescence or incorporation? An introduction to land grabbing and political reactions 'from below' », *Journal of Peasant Studies*, vol. 42, Issues 3-4, p.467–488.
- Lazarus E. D., 2014, « Land grabbing as a driver of environmental change », *Area*, vol. 46, Issue 1, p. 74–82.
- Leclerc Olive M., 2017, *Anthropologie des prédatons minières et foncières. Pour une critique des épistémologies néolibérales du développement*, Editions des Archives Contemporaines.
- Levien M., 2013, « Regimes of dispossession: From steel towns to special economic zones », *Development and change*, vol. 44, Issue 2, p.381–407.
- Martinez-Alier J., 2003, *The Environmentalism of the poor: A study of ecological conflicts and valuation*, Edward Elgar Publishing.
- Peluso N. L., Lund C., 2011, « New frontiers of land control: Introduction », *Journal of Peasant Studies*, vol. 38, Issue 4, p.667–681.
- Polanyi K., 1983, « La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, 1944 », Paris, Gallimard.
- Roudart L., Mazoyer M., 2015, « Large-Scale Land Acquisitions: A Historical Perspective », *International Development Policy*, n° 6, p.3-29.
- Roudart L., Mazoyer M., 2012, « Origins, Development and Differentiation of world agricultures », in Agnoletti M., Johann E., Semeri S. N. (ed.), *Encyclopaedia of Life Support Systems - World Environmental History*, Oxford, UNESCO - EOLSS Publishers.
- White B., Borrás Jr S. M., Hall R., Scoones I., Wolford W., 2012, « The new enclosures: critical perspectives on corporate land deals », *Journal of Peasant Studies*, vol. 39, Issues 3-4, p. 619–647.

Framework / Participation in Issue no. 238 (2019-2) of the Journal

This issue will favor an interdisciplinary, many-angled approach. Authors from all the social and human sciences may submit papers, including but not limited to: sociology, demography, history, geography, political science, economics, anthropology, etc.

Authors should explore the notion based on a reading of international, national, and local trajectories. The contextualization of empirical studies and original corpuses, and the combination of a sound theoretical approach and fieldwork are expected.

The articles (40,000 characters, excluding the abstract and references) in French, English, or Spanish may tackle some of the questions or themes mentioned directly, or through specific case studies. The articles proposed must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they are adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement* (see the guidelines for authors on the blog for the publications of the IEDES).

The article proposals in French, English, or Spanish must present the paper in approximately 4,000 characters (with spaces), 500 words, or one page.

The proposals must include:

- a title: 70 characters (with the possibility of adding a subtitle),
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results,
- bibliographical references (not included in the character count).

Each proposal must also include the authors' first names and last names, their status, and their institutional affiliation, as well as the corresponding author's email address.

Publication Calendar

The article proposals must be submitted **by Monday April 16, 2018** by email:

- To the editorial office: revdev@univ-paris1.fr
- And to the three editors of this special issue: depossessionsfoncieres@gmail.com

- **The authors preselected** by the editors and the editorial committee will be notified **the week of April 30th**.

- **The first draft**, following the journal's guidelines for authors, must be submitted to the two aforementioned email addresses **by June 11th, 2018**.

- **The evaluation process** will take a few months – each anonymous article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic: the **final table of contents** of this special issue will be made available **early December 2018**

- **Publication:** no. 238 2019-2 is expected to be published on **April 30th, 2019**.